

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SALA GRANITS

960 Chemin du Puits de Brunel
30000 Nîmes

Références : -

Code AIOT : 0006600617

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SALA GRANITS implanté Petit Roc Taille 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC suite à la fin de l'autorisation d'exploiter au 20/12/2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALA GRANITS
- Petit Roc Taille 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006600617
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de blocs de calcaire millénaire ayant servi à la construction des monuments de la ville de Nîmes. Les derniers blocs ont été extraits en 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Mise à l'arrêt définitif et remise en état | Code de l'environnement du 08/07/2024, article R 512-139-1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 2 | Réaménagement de la carrière | Arrêté Préfectoral du 30/07/1991, article 4 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Garanties financières | Code de l'environnement du 08/07/2024, article R 516-2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette carrière a été autorisée par AP du 20 décembre 1991 dont la durée a été prolongée par AP 20-102 du 29 janvier 2020.

L'autorisation a expiré le 20 décembre 2024 ainsi que les garanties financières.

Le gérant de la société n'a pas pu exploiter la carrière, faute de conclusion de contrat avec la commune de Nîmes. Il n'en a extrait que quelques blocs qui sont restés sur le carreau de la carrière. Les opérations de remise en état prévues par la notice d'impact du dossier de demande d'autorisation et à l'article 4 de l'AP d'autorisation de 1991 n'ont pas été toutes exécutées. Les attestations prévues par l'article R512-39-1 du code de l'environnement n'ont pas été produites et les garanties financières non renouvelées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R 512-139-1 |
| Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt définitif et remise en état |
| Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article |

L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

La notification de cessation d'activité a été faite au préfet par courrier du 29/11/2024.
Le site a été mis en sécurité par l'exploitant à l'aide d'un barbelé et de piquets et d'une pancarte "carrière danger".
L'exploitant n'a pas fait attester par une entreprise certifiée les mesures de mise en sécurité. Il le justifie par le fait que la carrière a été très peu exploitée car il n'a pas pu répondre à l'appel d'offres lancé par la commune de Nîmes et que les quelques blocs sortis sont restés sur le carreau. Il déclare qu'il ne dispose pas de moyens pour financer le bureau d'étude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que l'attestation de mise en sécurité est obligatoire, et qu'il appartient à l'exploitant de produire à minima un devis et de justifier son impossibilité à financer la production de ladite attestation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réaménagement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1991, article 4

Thème(s) : Autre, Réaménagement de la carrière

Prescription contrôlée :

[...]Les terrains seront remis en état conformément aux dispositions prévues dans la notice d'impact jointe au dossier de la demande et notamment à celles du plan-programme chronologique d'exploitation et de réaménagement de la carrière ainsi qu'aux mesures particulières suivantes:

[...]

- la remise en état consistera à réaliser un site présentant un front périphérique et un carreau d'aspect régulier
- la remise en état du sol qui devra suivre au plus près le développement de l'exploitation devra être achevée au plus tard six mois après l'arrêt de celle-ci. A l'expiration de ce délai, la carrière devra être débarrassée de tous les aménagements industriels et l'ensemble des terrains devra être nettoyé.

Constats :

| |
|---|
| <p>L'inspection a constaté la présence de front périphérique et de carreau d'aspect régulier.</p> <p>La notice d'impact joint au dossier d'autorisation de 1991 énonce : "[...] La remise en état consiste essentiellement au déblaiement du carreau exploité au fur et à mesure de la progression de l'extraction. Les travaux de remise en état comprendront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nettoyage du carreau et de l'aire de stockage. Ces aires sont débarrassées de tous les stocks et installations diverses. - la mise en place de blocs le long du périmètre d'exploitation. <p>Ces blocs pourront éventuellement être tirés de l'extraction de blocs impropres à la taille et au façonnage escompté par l'exploitant. A défaut, un cordon de protection sera mis en place, notamment en bordure des fronts de taille."</p> <p>L'inspection constate que des blocs non commercialisés sont présents sur le carreau mais également un amoncellement de roches au droit du carreau le plus élevé, issus de la découverte selon les dires de l'exploitant. Il déclare par ailleurs que ces roches étaient déjà présentes lors qu'il a obtenu l'autorisation.</p> <p>Le périmètre d'exploitation est entouré de fronts surmontés de merlons. En bordure du périmètre d'autorisation un merlon est en place. L'exploitant a apposé sur ces merlons des piquets délimitant l'accès à la carrière.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de débarrasser les carreaux des stocks de matériaux comme indiqué dans la notice d'impact visée par la prescription contrôlée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Garanties financières

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R 516-2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 sont constituées en vue de la réalisation des opérations définies ci-dessous, et sont mises en œuvre par le préfet dans les conditions prévues à l'article R. 516-3. Le montant des garanties financières est établi d'après les indications de l'exploitant et compte tenu du coût des opérations suivantes, telles qu'elles sont indiquées dans l'arrêté d'autorisation :</p> <p>[...]</p> <p>2° Pour les carrières :</p> <p>Remise en état du site après exploitation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site n'a pas été remis en état conformément à l'arrêté préfectoral du 30/07/1991.</p> <p>Les garanties financières d'un montant de 6700€ n'ont pas été renouvelées à l'échéance du dernier acte de cautionnement soit au 20/12/2024, date à laquelle l'autorisation est échue.</p> |

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de renouveler ses garanties financières jusqu'à la remise en état attestée par une entreprise certifiée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |